Mark Twain: Stirring Times in Austria

Observateur attentif de la vie politique durant son séjour à Vienne, c'est dans un mélange d'amusement et de désolation que Mark Twain (i.e. Samuel Langhorne Clemens, 1835-1910) relate dans ce texte – initialement paru dans le Harper's New Monthly Magazine de mars 1898 – la déliquescence des mœurs parlementaires dans l'empire austro-hongrois et la chute, fin 1897, du gouvernement Badeni.

Digest par Alain Mercier, agrégé d'anglais

Le chaudron autrichien

■ La cuisine parlementaire

Vienne, octobre 1897. L'atmosphère est électrique : confusion, désespoir, personne ne comprend rien à la situation politique et nul ne peut prévoir la suite des événements.

Tout autre pays serait à feu et à sang et le gouvernement serait renversé. Mais en Autriche, c'est le « wait and see ». Une révolution est exclue étant donnée la carte politique du pays, un soulèvement organisé impossible, car sans unité sur quoi une révolte peut-elle déboucher ? Or c'est précisément la division qui a permis à l'empire de se maintenir au cours des siècles, et qui continuera à la faire dans le futur.

La monarchie austro-hongroise est une mosaïque, un État qui n'est pas une nation mais une juxtaposition de nations, quelques-unes avec leur propre mémoire et leurs propres aspirations, mais d'autre pas ; certaines occupant un territoire, d'autres se mêlant à des populations étrangères ; chacune avec sa propre langue (allemand, hongrois, polonais, tchèque, roumain, italien...) et considérant ses voisines comme étrangères, sans le sentiment d'être représentée par un gouvernement commun. Et pourtant ce pays a survécu à des coalitions européennes visant à le démembrer, en sortant renforcé chaque fois, perdant à l'Ouest mais gagnant à l'Est, les structures de l'État demeurant toujours aussi solides.

La force du gouvernement réside dans cette confusion, ces éléments irréconciliables, cette désunion incurable. Toutes les nations constituant l'empire haïssent le gouvernement, mais elles de haïssent aussi farouchement entre elles. Si bien que le gouvernement n'a rien à craindre, il a les mains libres. En Autriche-Hongrie, il n'y a pas une opinion publique, mais dix-neuf opinions publiques, une par État, et même deux ou trois par État puisque chacun compte deux ou trois nationalités. Le gouvernement ne peut pas satisfaire toutes ces opinions publiques : il fait semblant, il échoue, ce qui ne l'inquiète pas outre mesure...

En vérité, le gouvernement ne veut qu'une seule chose : qu'on le laisse tranquille. Qu'on amuse le peuple avec des sujets moins explosifs que la chose publique... À cet effet, il dispose de plusieurs armes :

- Premièrement, il entretient une troupe de prêtres catholiques qui apprend à acquérir de l'ignorance sur les choses de ce bas monde et des connaissances sur le Royaume des Cieux.
- En second lieu, la presse est censurée. Le censeur reçoit un exemplaire de chaque journal à cinq heures du matin. Mais ses assistants n'ont pas forcément la même notion que lui de ce qui est à prohiber ou pas, si bien que ce qui est censuré dans un journal se trouve couramment publié dans un autre. Alors dans son édition du soir, le journal censuré ne se prive pas de publier l'article qui a été autorisé chez son concurrent. En outre, le censeur peut changer d'avis et faire récupérer après leur distribution les journaux qu'il avait antérieurement autorisés.
- Troisièmement, le gouvernement se méfie des individus de talent car ils sont perçus comme de potentiels fauteurs de troubles. Avec tact et habileté, on empêche les Autrichiens de s'affirmer, sur le plan national comme sur le plan international : peut-on du reste citer un seul Autrichien dont le nom soit familier sur la planète ?
- Enfin l'armée. Elle est omniprésente. Une manifestation a-t-elle lieu ? On laisse les choses s'envenimer jusqu'à ce que l'atmosphère générale de sérénité soit troublée de façon insupportable... On fait alors intervenir l'armée et le calme revient...

Les quatre cent vingt-cinq députés représentent les dix-neuf États de l'empire, parlant onze langues différentes : onze variétés de jalousies, d'hostilités, d'intérêts divergents. La multiplicité des partis – cléricaux, nationalistes allemands, jeunes Tchèques, sociaux-démocrates, socialistes chrétiens... – rend le travail législatif difficile.

Afin d'obtenir la majorité à la Chambre, le ministre-président, le comte Kasimir Badeni, doit conclure un accord avec les Tchèques : il s'engage à faire de la langue tchèque la langue officielle de la Bohême en remplacement de l'allemand, provoquant par là même la fureur des Allemands qui se saisissent de l'*Ausgleich* comme élément de pression. L'*Ausgleich* désigne l'accord liant l'Autriche et la Hongrie ; selon ses termes, la Hongrie – dont le roi est l'empereur d'Autriche – doit contribuer financièrement aux frais du gouvernement impérial (ceci incluant l'armée). Sans accord de renouvellement, les deux pays deviendraient des entités séparées et se verraient affaiblis. Si le gouvernement Badeni ne retire pas son projet sur la langue, il perdra la Hongrie.

L'opposition (la gauche) utilise toutes les ficelles légales pour faire durer les travaux parlementaires afin que l'*Ausgleich* ne puisse pas être renouvelé avant la fin de l'année : suspension de séance par une motion d'ajournement, vérification systématique du compte rendu de la séance précédente, inscription des orateurs avant le début de la séance... Le Parlement est paralysé. C'est alors que le droite trouve une idée de génie : il suffit que le président et le vice-président déclarent passer pour l'occasion outre au règlement...

■ Une séance mémorable

28 octobre 1897. L'opposition est dans tous ses états. Nous allons bien nous amuser, le spectacle va être magnifique. D'abord le cadre : on se croirait à l'opéra. La scène, où s'alignent ministres et secrétaires, est surmontée d'une estrade où trône le président. Les murs sont habillés de marbre finement poli ; des colonnes et des pilastres s'élèvent avec grâce et dignité, splendides sous les feux de la lumière électrique. Autour de la salle courent les galeries, aux ornements élaborés et somptueusement dorés. En bas, les quatre cent vingt-cinq bureaux forment comme les branches d'un éventail partant de la

tribune présidentielle. Puis les acteurs : le contraste est grand entre les invités, vêtus de leurs plus beaux atours, et les députés en habit de tous les jours, certains plus ou moins bien fagotés. On voit quelques prêtres catholiques, crucifix autour du cou. Le président Abrahamowicz, tassé dans son fauteuil, se tapote les doigts. Son masque mortuaire s'anime parfois en un sourire où l'angélisme laisse place à une lueur satanique lorsqu'il découvre sa dentition. « La parole est au docteur Lecher! ». Le docteur Lecher se charge de faire le numéro. Il emploie la technique de la flibuste et tient le crachoir douze heures d'affilée. Du moins voit-on ses lèvres bouger, car le tohu-bohu est indescriptible : hurlements, vociférations, claquements des pupitres, tapements de pied, coups de sonnette du président, rappels à l'ordre, menaces... Tout le monde est épuisé, mais c'est finalement le docteur Lecher qui remporte la mise : la Chambre suspend ses travaux pour une semaine. Il reste deux mois pour trouver un accord sur l'*Ausgleich*.

Qui sont donc ces députés aux mœurs si inconvenantes ? Des princes, des barons, des comtes, des prêtres, des banquiers, des juges, des médecins, des négociants... Ils sont religieux et ont la haine des juifs. Le titre de « Doktor » est le plus courant ; il n'a rien d'honorifique car il est conféré par l'Université et récompense un véritable mérite. Comment expliquer cette conduite ? Est-elle liée à un sujet sensible ?

Cette séance houleuse a un précédent lamentable : l'affaire du siphon de Wimberger.

- Schrammel (parti social-démocrate) : « La religion n'a rien à faire dans l'école pu-blique. Elle relève du domaine privé ! »
- Gregorig (parti chrétien-social) : « Et l'amour libre ? »
- Iro (parti national-allemand) : « C'est comme le siphon à soda de Wimberger ! »
- Gregorig : « Tu oserais répéter ça ? Va baver ailleurs, espèce d'abruti ! »

Iro a beau jurer sur son honneur qu'il n'a jamais prononcé ces mots, ils figurent malheureusement bel et bien dans le compte rendu officiel...

C'est alors que le député chrétien-social et bourgmestre de Vienne Karl Lueger vole au secours de son ami Gregorig. La remarque sur le soda n'était pas innocente. Lueger se met à évoquer un certain nombre de cartes postales scandaleuses qu'il a eu l'occasion de lire et qui, bien que se voulant anonymes, étaient de la main d'Iro. Adressées à Gregorig et à son épouse, elles faisaient allusion à une rumeur selon laquelle Gregorig était au centre d'une scène impliquant des jets de soda, et où des dames jouaient un certain rôle. Lueger décrit une de ces cartes qui représentait un porc au groin monstrueux à côté d'un siphon en train d'expulser du soda ; et ces mots adressés à madame Gregorig : « Très respectée madame Gregorig, je soussigné, grand amateur de soda, sollicite une invitation à votre prochaine séance.;; » « Je m'arrête là, conclut alors Lueger, la suite est bien trop vulgaire. »

À la reprise de la séance sur l'*Ausgleich*, l'atmosphère est toujours la même. Le président refuse d'appliquer le règlement ; la minorité est hors d'elle. Reprise des vociférations, hurlements, claquements des talons et des pupitres. On parvient malgré tout à saisir quelques paroles qui témoignent de la haute tenue du débat : « À l'asile... Espèce de Juif... Laquais des Juifs, c'est bien la peine qu'on se batte contre eux depuis dix ans... Judas... Pilier de bordel... Maquereau.... Ta grand-mère a été enfantée sur un tas de fumier...»

Comment une assemblée de gentlemen éduqués peut-elle se laisser aller à des débordements aussi grossiers ? Dans une cour d'école, tout cela dégénèrerait en bagarre ! Pour autant, les parlementaires ne connaissent aucune limite. Les Viennois, pacifiques, amis du plaisir, sont atterrés. Il s'agit d'un phénomène récent qui a son origine

dans les discours des tournées électorales des dernières années et qui affecte désormais même leur Parlement. Il est à souhaiter qu'un jour soit créés un ministère de l'étiquette et un sergent d'armes, à condition toutefois que l'Assemblée et la Constitution survivent à une telle tempête.

■ L'histoire se termine en beauté

Durant tout le mois de novembre, les choses vont de mal en pis. L'*Ausgleich* est toujours en panne. Et si le gouvernement Badeni retire son ordonnance linguistique, il perd sa majorité.

Un soir, on en vient aux mains. Le leader des nationaux-allemands, Georg von Schönerer, soulève – d'une seule main – un lourd fauteuil ministériel et menace de le lancer sur les députés de la majorité ; la cloche du président sert à marteler la tête du national-allemand et journaliste Karl Hermann Wolf qui mène le bal et insulte copieusement le ministre-président Badeni ; un professeur, jeté au sol et étranglé, sort un canif pour se défendre, lequel lui est arraché et atterrit sur la main d'un brave socialiste qui ne demandait rien à personne (le seul sang versé).

Le jeudi 25 novembre restera dans les annales. Le gouvernement cherche à briser l'obstruction des nationalistes allemands. C'est au comte pro-gouvernemental et jusqu'en 1895 ministre de l'Agriculture, Julius von Falkenhayn, qui, au milieu du chaos ambiant, s'attelle à présenter la motion modificatrice du règlement de l'Assemblée. Le président : « Les députés en faveur de la motion, levez-vous ! » La plupart des députés sont déjà debout depuis une heure et avant qu'ils comprennent ce qu'a dit le président, celui-ci a déjà proclamé l'adoption du texte... Le gouvernement semble tiré d'affaire. L'Ausgleich va pouvoir être voté.

Nombre de députés sont cependant profondément troublés par la façon dont le vote s'est déroulé. Quelles seront les conséquences ? Verra-t-on un retour aux méthodes irresponsables de temps révolus ?

Le lendemain, à l'extérieur, la foule est contenue par des policiers casqués, à pied et à cheval. On pressent qu'il va se passer quelque chose. À l'intérieur, les galeries sont bondées. La tribune est protégée par des portillons boulonnés et du personnel revêtu de la livrée du Parlement. Les rabats des pupitres ont été enlevés. Ainsi plus de bruit, plus d'obstruction ! Quelle erreur !

Le président et le vice-président prennent place. Le tintamarre se déclenche et atteint des sommets inédits. Au pied de la tribune, une vingtaine de socialistes montrent le poing, hurlent des imprécations et des insultes. Soudain ils franchissent les portillons ; l'un d'eux s'empare des documents du président et les éparpille dans la salle. Une bagarre éclate avec les préposés à la sécurité. Les socialistes se saisissent du président et du vice-président, les expulsent, puis occupent la tribune comme une place forte sous les huées des Tchèques et des Polonais. Le paroxysme semble atteint. Comme dans une bonne tragédie classique, on peut tirer le rideau.

Vraiment?

Voici qu'un bataillon de gaillards cuirassés fait son entrée. Le Parlement libre profané par une invasion de force brute ? C'est un rêve, un cauchemar... Mais non... Les soixante policiers ne font pas de sentiment : ils prennent d'assaut la tribune, s'empare de la personne inviolable des députés qu'ils traînent jusqu'à rue, puis font barrage devant la tribune.

Je peux dire que j'ai vu l'histoire se faire sous mes yeux. Le résultat ne se fait pas attendre: le gouvernement Badeni tombe, des émeutes éclatent à Vienne et à Prague où l'on proclame la loi martiale. Les exactions vont bon train. Des maisons sont pillées et incendiées. Les fauteurs de troubles sont, selon le cas, tantôt des Allemands, tantôt des Tchèques, mais à chaque fois, ce sont les juifs qui paient le prix fort...

Décembre : inutile de reconvoquer l'Assemblée. L'opinion publique pense que c'en est probablement fini du régime parlementaire et de la Constitution, et rien ne garantit que la monarchie elle-même ne soit pas menacée...

Pour aller plus loin

Charles Benoist, « La monarchie austro-hongroise et l'équilibre européen. 1. Les nationalités et l'empereur », *Revue des deux mondes*, 143/1897, pp. 770-793.

Jean-Paul Bled, « L'Autriche-Hongrie : un modèle de pluralisme national ? », in A. Liebich, A. Reszler, *L'Europe centrale et ses minorités*, Genève – Graduate Institute Publication, 1993, pp; 25-35, §§ 19-21.

Jean-Numa Ducange, « La petite Internationale d'Autriche-Hongrie : un mythe ? », *Cahiers Jean Jaurès*, 1-2/2015, pp. 67-79.

Robert Musil, *L'Homme sans qualités*, tome 1 [1930], Seuil, 1995, pp. 38-43 : chap. 8, « La Cacanie »,

Paul Pasteur, « L'Autriche de François-Joseph face aux nationalités », *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, 43/1996, pp. 9-15.

Dave Poitras, « Une mise en scène du rapport à la nation en Cacanie : le déclin d'un empire à l'ère des nationalismes européens », *Eurostudia*, 1/2014, pp. 11-39.